

Nos finances

Conseil municipal

Le 24 juin 2020



Aperçu

1. Contexte (avant la COVID-19)
2. Contexte actuel (COVID-19)
3. COVID-19 – Aperçu financier
4. COVID-19 – Stratégies d'atténuation
5. Conclusion et prochaines étapes

Contexte

Avant la COVID-19

Solide gestion financière

Les Conseils municipaux qui se sont succédé ont fait de la prudence et de la viabilité financières une priorité :

- **2002** : Premier processus de planification financière à long terme
 - *Actualisé à chaque mandat du Conseil*
 - *Dernière actualisation en 2019*
- **2007** : Cadre financier
- **2012** : Plan stratégique de gestion des actifs
- **2017** : Bilan des actifs
- **2018** : Politique sur la gestion des réserves
- **En cours** : Des programmes efficaces qui renforcent le service de première ligne et absorbent la croissance annuelle, dans la mesure du possible

Solide gestion financière

Des programmes de rationalisation réussis et continus

- L'amélioration continue ainsi que les gains d'efficacité constituent un objectif important de la direction depuis la fusion, ce qui a permis de réaliser des économies de plus de 361 millions de dollars et une réduction de 1 658 ETP.
- Gains d'efficacité de 57,3 millions de dollars au cours des cinq dernières années.
- La population d'Ottawa a augmenté de plus de 116 000 habitants au cours des 10 dernières années.
- Les actifs de la Ville et les demandes de services ont augmenté proportionnellement au cours de la même période.
- De 2011 à 2018, la croissance de l'effectif a été essentiellement gelée.
- On estime que la population d'Ottawa augmentera d'environ 410 000 habitants d'ici 2046.

Solide gestion financière

Des programmes de rationalisation réussis et continus

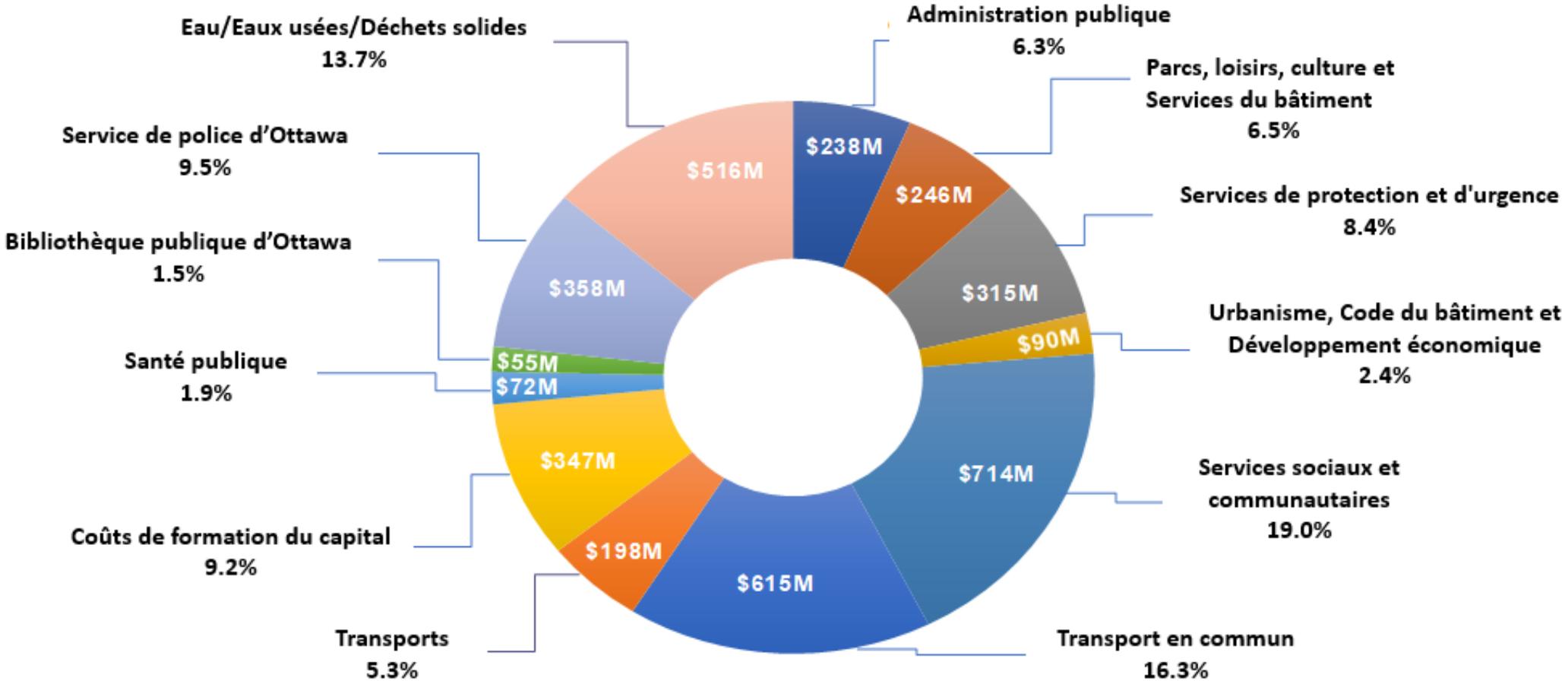
- On a effectué des rajustements à la dotation en personnel afin de répondre aux demandes de services liées à la croissance, en grande partie en déplaçant les ressources depuis l'administration à la prestation de services de première ligne dans des secteurs prioritaires clés, notamment les services paramédics, les soins de longue durée, les services de police et les services de garde d'enfants.
- La Ville a absorbé la croissance et a maintenu les services au cours des cinq dernières années grâce à des améliorations de la productivité et de l'efficacité.

Solide gestion financière

Bonne situation financière avant la COVID-19 :

- Solide solde des réserves (liquidités et investissements)
- Faibles niveaux d'endettement et frais de service de la dette
- Solide cote de crédit de la Ville : Moody's Aaa, Standard & Poor's AA
- Discipline et planification financières éprouvées grâce aux plans financiers à long terme réussis
- Organisation allégée : Les frais d'administration de la Ville représentent 3 % du budget global
- Approche prudente et équilibrée tout en visant l'amélioration et l'investissement continu dans notre avenir

Instantané du budget



Contexte actuel

(COVID-19)

COVID-19 – Répercussions financières

Budget de 2020 fortement touché par la baisse des recettes et l'augmentation des dépenses :

Facteurs de réduction des recettes non contrôlables :

- Repli économique et activité opérationnelle réduite
- Mandats fédéraux et provinciaux en matière de santé publique exigeant la fermeture de services comportant des frais d'utilisation
- Effets des pertes du marché sur les gains de placement

Facteurs de réduction des recettes contrôlables :

- Décisions d'interrompre, de réduire ou de suspendre les frais de service et les frais d'utilisation (stationnement, réduction des loyers)
- Décisions de reporter les paiements d'impôt foncier en raison de difficultés financières, de reporter les dates d'échéance des factures des services d'eau et des revenus de placements imputables

COVID-19 – Considérations financières

Prévisions financières de la Ville :

- La situation continue d'évoluer, les hypothèses sont susceptibles de changer.
- La COVID-19 sera présente dans la communauté dans un avenir prévisible.
- La Ville demeure en état d'urgence et continue de prendre exemple sur le gouvernement provincial et les responsables de la santé publique.
- La COVID-19 a mis en évidence la vulnérabilité de la Ville en raison de ses sources de recettes limitées.
- L'adoption de divers services ou le retour aux divers services et les recettes connexes ont une incidence sur notre reprise.
- Les directives provinciales qui établissent des protocoles stricts auxquels nous devons adhérer (p. ex., garde d'enfants, camps d'été, offres dans les installations récréatives) ont une incidence directe sur nos finances.
- Les gouvernements fédéral et provincial ont un rôle à jouer, conformément aux présentations de la Fédération canadienne des municipalités, pour aider les villes à maintenir les services de première ligne essentiels afin de faciliter la reprise économique.

Flux de trésorerie stable

Solide situation de trésorerie :

- Bonne situation de trésorerie, comme le reflète la cote de crédit élevée que nous ont attribuée les agences de crédit
- 1,6 milliard de dollars en liquidités et en placements à la fin de 2019
- 2,5 milliards de dollars en liquidités et placements courants

Aperçu de la fin de l'exercice :

- Suffisamment de liquidités pour se rendre jusqu'à la fin de 2020 jusqu'à ce que la situation se stabilise
- Surveillance du flux de trésorerie chaque semaine
- Le report de l'impôt foncier et des paiements de factures d'eau a repoussé certains flux de trésorerie au T4
- Nouvelles stratégies pour aider à renflouer le flux de trésorerie (report des versements à la Société d'évaluation foncière des municipalités (SÉFM) et aux conseils scolaires)

COVID-19 – Aperçu financier

COVID-19 – Mise à jour sur le déficit

Répercussions financières prévues en 2020 (déficit)/excédent

	Estimation d'avril	Estimation révisée Y compris la phase 1 de la relance	Modification due à la phase 1 de la relance
Recettes	(272 M\$)	(241 M\$)	31 M\$
Financement public	32 M\$	37 M\$	5 M\$
Coûts supplémentaires	(58 M\$)	(77 M\$)	(19 M\$)
Économies	112 M\$	89 M\$	(23M\$)
Déficit total	(186 M\$)	(192 M\$)	(6 M\$)*

*La phase 1 de la relance a réduit les pertes de recettes de 36 M\$, réduit les économies de 23 M\$ et augmenté les coûts supplémentaires de 19 M\$, ce qui représente une **augmentation nette du déficit de 6 M\$**.

Répercussions de la COVID-19 sur les recettes – 241 M\$

- Augmentation estimée à 30 % des recettes du transport en commun prévues au budget au dernier trimestre de 2020 - **(120 M\$)**
- Fermeture de tous les parcs, installations récréatives et culturelles - **(53 M\$)**
- Réduction de 70 % des recettes issues du stationnement sur rue et hors rue - **(12 M\$)**
- Réduction de 67 % des recettes issues des amendes de stationnement jusqu'à la reprise du service en septembre - **(9 M\$)**
- Baisse des recettes issues des appareils photo reliés aux feux rouges - **(7 M\$)**
- Réduction des recettes issues des marchés d'investissement volatiles et du revenu de placements **(8 M\$)**
- Réduction des recettes du Service de police (service rémunéré, appareils photo reliés aux feux rouges, antécédents, etc.) - **(9 M\$)**
- Perte de recettes provenant d'OLG - **(5 M\$)**
- Incidence du report d'impôt - **(4 M\$)**
- Réduction de la consommation d'eau par les entreprises - **(6 M\$)**
- Autres (intérêts, pénalités, rémunération des services, licences, publicité, etc.) - **(8 M\$)**

Financement supplémentaire du gouvernement pour la COVID-19 – 37 M\$

Programme fédéral Vers un chez-soi

- Pour distribution à 50 organismes du secteur de l'itinérance (2019-2020) - **1,65 M\$**
- Dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 (2020-2021) - **4,8 M\$**

Financement provincial-municipal :

- Santé publique : Enveloppe de 100 M\$ pour l'ensemble de la province; estimation pour Ottawa fondée sur les affectations antérieures – **À confirmer**
- Financement des soins de longue durée : Financement d'urgence pour prévenir et contenir la propagation de la COVID-19 dans les foyers de soins de longue durée de la Ville - **600 k\$**
- Initiative de prévention de l'itinérance dans les collectivités (IPIC) : Dans le Fonds de secours aux services sociaux pour les ménages à risque d'être sans-abri en raison de la COVID-19 - **13,2 M\$**
- Aide sociale : Augmentation du nombre de cas due à la COVID-19 - **11,6 M\$**

Coûts supplémentaires dus à la COVID-19 - 77 M\$

Des coûts supplémentaires sont prévus à la suite de la COVID-19 :

- Augmentation du nombre de cas d'aide sociale - **(12 M\$)**
- Augmentation de l'effectif et de l'équipement dans les foyers de soins de longue durée - **(7 M\$)**
- Augmentation des coûts de logement en raison de la COVID-19 - **(15 M\$)**
- Augmentation des besoins en ressources en matière de santé publique - **(8 M\$)**
- Augmentation des besoins en ressources du Service de police - **(5 M\$)**
- Paramédics et techniciens en approvisionnement additionnels; personnel temporaire et équipement - **(4 M\$)**
- Augmentation du volume des déchets solides des logements multiples et du coût des opérations internes pour respecter la distanciation - **(2 M\$)**
- Autres (matériel, logiciels, fournitures de parc automobile, nettoyage, etc.) - **(5 M\$)**

Coûts supplémentaires dus à la COVID-19 - 77 M\$

Coûts supplémentaires liés à des réaménagements ponctuels et coûts continus pour la phase 1 de la reprise des services :

- Équipement de protection individuelle (EPI), masques en tissu, désinfectants, etc. - **(2 M\$)**
- Augmentation des besoins en fournitures et en équipement pour les paramédics - **(3 M\$)**
- Nettoyage amélioré des autobus et des trains - **(11 M\$)**
- Coût des réaménagements - **(1 M\$)**
- Coûts supplémentaires pour la réouverture des parcs et des installations récréatives de la phase 1 - **(1 M\$)**
- Autre - **(1 M\$)**

Réduction des dépenses dues à la COVID-19 - économies de 89 M\$

Économies au chapitre des dépenses dues à la fermeture des installations et la réduction des services non essentiels et des dépenses discrétionnaires :

Nos services

- Fermeture des installations récréatives (coûts d'exploitation et des installations) - **16 M\$**
- Réduction des coûts en carburant (transport en commun) - **2 M\$**
- Réduction des tarifs Presto (baisse de l'achalandage) - **5 M\$**
- Baisse du nombre d'EquiPass et de laissez-passer du POSPH - **4 M\$**
- Gel des dépenses discrétionnaires dans l'ensemble de l'organisation - **20 M\$**

Nos gens

- 4 280 employés à temps partiel placés en congé pour situation d'urgence déclarée - **22 M\$**
- Réduction significative du Programme d'emplois d'été pour étudiants - **7 M\$**
- Économies réalisées en raison des retards de dotation des postes vacants - **9 M\$**
- Autres (brigadiers, réduction des heures supplémentaires, personnel à temps partiel, etc.) - **4 M\$**

Déficit total dû à la COVID-19 par source de financement

Répercussions financières prévues en 2020 (déficit)/excédent

	Transport en commun	Taxe	Taux	Total
Recettes	(120 M\$)	(115 M\$)	(6 M\$)	(241 M\$)
Financement public		37 M\$		37 M\$
Coûts supplémentaires	(11 M\$)	(66 M\$)		(77 M\$)
Économies	8 M\$	78 M\$	3 M \$	89 M\$
Déficit total	(123 M\$)	(66 M\$)	(3 M \$)	(192 M\$)

COVID-19 – Stratégies d'atténuation

Principes directeurs

Trois principes guideront notre rétablissement et appuieront la santé financière et la viabilité de la Ville.

1. Solutions ponctuelles :

- Minimiser les répercussions sur les budgets, les opérations et la prestation des services futurs
- Répondre aux pressions financières immédiates tout en maintenant la viabilité financière à long terme de la Ville

2. Approche équilibrée :

- Prestation de programmes obligatoires et législatifs et niveaux de service requis
- Exécution du Plan stratégique de la Ville et des priorités du mandat du Conseil 2019-2022 dans le contexte de l'aide obtenue des gouvernements provincial et fédéral
- Approche équitable dans toute la Ville

3. Changement transformationnel :

- Évaluation de la façon dont la Ville exécute ses programmes pendant la COVID-19 et après
- Aperçu de la prestation de nos services jusqu'à la fin de l'année et en 2021 afin d'orienter l'élaboration de notre budget de 2021

Mesures actuellement prises

	Transport en commun (M\$)	Taxe (M\$)	Taux (M\$)	Total (M\$)
Déficit total	(123 \$)	(66 \$)	(3 \$)	(192 \$)
Contribution au fonds de réserve pour le stationnement		17 \$		17 \$
Excédent des dividendes d'Hydro Ottawa		2 \$		2 \$
Contribution au fonds de réserve pour la stabilisation des taxes 2020		4 \$		4 \$
Gel de la dotation des postes jusqu'à la fin de 2020		5 \$	1 \$	6 \$
Total pour toutes les mesures		28 \$	1 \$	29 \$
Écart restant	(123 \$)	(38 \$)	(2 \$)	(163 \$)

Mesures actuellement prises

	Transport en commun (M\$)	Taxe (M\$)	Taux (M\$)	Total (M\$)
Écart restant	(123)	(38)	(2)	(163)
Clôture des immobilisations	6	20	52	78
Report des projets d'immobilisations	30	29	23	82
Emprunt à même les fonds de réserve pour immobilisations (taxes et redevances)	87	(11)	(73)	3
Total pour toutes les mesures	123	38	2	163
Écart net	-	-	-	-

* Nouveaux fonds/subventions de relance pour compenser les reports

Mesures actuellement prises

- Examen de la clôture des immobilisations et rapports à la Commission du transport en commun (le 17 juin) et au CFDE (le 7 juillet), fonds disponibles pour compenser le déficit
- Examen des projets d'immobilisations suspendu (transport en commun, taxes et redevances), fonds disponibles pour compenser le déficit
- Examen des projets d'immobilisations qui iront de l'avant grâce à l'utilisation des fonds de relance fédéraux/provinciaux ciblés (identification des contributions et des engagements municipaux pour couvrir une partie du déficit restant)
- Surveillance des demandes de financement auprès des gouvernements fédéral et provincial pour couvrir les dépenses supplémentaires liées à la COVID-19

Mesures prévues

Moyen terme (fin de l'année) et plus long terme (jusqu'en 2021) pour compenser les reports :

- Identification des projets financés par la municipalité à échanger contre des fonds de relance, s'ils sont annoncés
- Demandes de financement ou de subventions supplémentaires auprès des gouvernements provincial et fédéral
- Entreprendre des examens des services ciblés
- Effectuer des examens des frais de service
- Actualisation des plans financiers à long terme et du cadre financier

Conclusion et prochaines étapes

Conclusion

- La crise de la COVID-19 n'est pas terminée, et la maladie sera présente dans notre communauté pendant encore un certain temps.
- Le déficit prévu de la Ville d'Ottawa pour 2020 est de 192 millions de dollars.
- Une combinaison de réduction des dépenses de fonctionnement et de mesures d'atténuation des immobilisations permettra de combler l'écart, d'assurer la continuité des activités et de répondre aux besoins changeants de la collectivité en raison de la pandémie.
- Nous devons être vigilants dans la gestion des risques financiers et le maintien des services jusqu'à la fin de l'année.
- Le maire a fait des demandes, au nom de la Ville, aux gouvernements fédéral et provincial pour un financement à l'appui des infrastructures essentielles, du transport en commun et des pressions d'exploitation.
- La Ville a besoin d'une aide financière dans ces deux secteurs, car les mesures d'atténuation mises en application en 2020 ne sont pas viables pour 2021.
- Le personnel de la Ville envisagera des options supplémentaires pour le budget de 2021; les niveaux de service seront touchés si un crédit de sûreté n'est pas obtenu des gouvernements fédéral et provincial.

Prochaines étapes

- Rapports de clôture des immobilisations présentés à la Commission du transport en commun (le 17 juin) et au CFDE (le 7 juillet)
- Rapport présenté au CFDE en juillet et en août afin de faire progresser la mise en œuvre des mesures d'atténuation
- Le personnel continue d'appuyer le maire dans ses efforts de représentation, en collaboration avec le Caucus des maires des grandes villes et le Caucus des maires des grandes villes de l'Ontario (LUMCO), pour l'obtention d'un crédit de sûreté fédéral et provincial.
- Lobbying continu en faveur de la demande de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et de l'Association des municipalités de l'Ontario (AMO) pour un crédit de sûreté fédéral et provincial
- Début des examens de service ciblés
- Élaboration des orientations budgétaires et du budget de 2021 orientée par les examens, en retenant l'hypothèse d'une augmentation d'impôt de 3 %
- Poursuite de l'examen du Plan stratégique de la Ville 2019-2022 et des priorités du mandat du Conseil